



Fédération **A**utonome de la Fonction Publique

COMMENT DISCUTER DE LA « QUALITÉ DE VIE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL » DES AGENTS PUBLICS, DANS LE CONTEXTE D'UNE POLITIQUE GOUVERNEMENTALE QUI AGGRAVE LEURS CONDITIONS DE TRAVAIL

COMMUNIQUÉ

Si la **FA-FP** a répondu à l'invitation de Nathalie COLIN, Directrice générale de l'administration et de la fonction publique, qui organisait un groupe de travail portant sur la qualité de vie et des conditions de travail des agents publics. C'était pour y exprimer la position de la **FA-FP** dans un contexte de dégradation inacceptable des conditions de travail. Elle était représentée par son Secrétaire Général, Fabien GOLFIER.

La question de notre participation à ce groupe de travail s'est posée, tant le contexte actuel soulève des inquiétudes majeures. Cette réflexion est d'autant plus légitime que le Gouvernement persiste dans sa volonté de pénaliser les agents publics, alors même que la commission mixte paritaire est réunie pour valider des mesures lourdes de conséquences.

Une fois de plus, la République s'attaque à ses serviteurs et en particulier aux plus fragiles et aux moins bien rémunérés d'entre eux. Faut-il encore rappeler que les agents de l'État, des collectivités territoriales et des hôpitaux ne sont pas responsables des dérives budgétaires accumulées par les gouvernements successifs ? Pourtant, ils sont les premiers à en payer le prix.

Les décisions envisagées sont inacceptables :

- Baisse de 10 % du traitement en cas d'arrêt maladie, une injustice frappante pour des agents déjà fragilisés.
- Suppression du dispositif de la GIPA en 2024, avec une prolongation prévue en 2025, alors que l'inflation pèse lourdement sur leur pouvoir d'achat.
- Gel de la valeur du point d'indice, annoncé comme une fatalité, laissant les agents publics sans perspective d'amélioration salariale.

Face à ces attaques répétées, les agents publics attendent bien plus qu'un simple accord de méthode déconnecté de leurs réalités. Certes, certains des thèmes abordés dans ce groupe de travail sont essentiels, mais le climat actuel ne permet pas d'envisager sereinement une telle discussion.

Il est ici question de qualité de vie et de conditions de travail (QVCT), un enjeu fondamental que la **FA-FP** porte de longue date. Mais comment parler d'amélioration des conditions de travail quand, parallèlement, le Gouvernement s'acharne à détériorer celles des agents publics ?



Pour la **Fédération Autonome**, il ne saurait y avoir de réelle politique de QVCT sans préalablement procéder :

- A l'abandon de la dégressivité du traitement en cas de maladie.
- Au rétablissement du dispositif de la GIPA.
- Au dégel immédiat de la valeur du point d'indice.

Dans ces conditions, la **FA-FP** n'a pas mandat aujourd'hui pour négocier un accord de méthode qui masquerait la réalité de la maltraitance institutionnelle dont sont victimes les agents des services publics. Nous refusons que notre organisation syndicale soit instrumentalisée pour cautionner des mesures palliatives, alors que les véritables enjeux restent volontairement ignorés.

La **Fédération Autonome** restera aux côtés des agents publics pour défendre leurs droits et exiger des mesures justes et équitables.

Paris, le 30 janvier 2025

Contact presse : Fabien GOLFIER
Secrétaire Général de la **FA-FP**
Tel : 06.09.94.79.27